

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
65 Boulevard François Mitterrand
63033 CLERMONT-FERRAND

CLERMONT-FERRAND, le 22/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/12/2022

Contexte et constats

Publié sur



VALTOM

1 rue des Domaines de Beaulieu
63000 CLERMONT FERRAND

Références : 20221222-RAP-63-1463-Inspection-ISDND-Puy-Long.odt
Code AIOT : 0005601635

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/12/2022 dans l'établissement VALTOM implanté chemin de puy-long 63000 CLERMONT FERRAND. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALTOM
- chemin de puy-long 63000 CLERMONT FERRAND
- Code AIOT : 0005601635
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le VALTOM, syndicat mixte départemental, a été créé par arrêté préfectoral du 27 janvier 1997 pour mettre en œuvre une filière globale de gestion des déchets ménagers et assimilés dans le département du Puy-de-Dôme et du nord de la Haute-Loire.

Le VALTOM regroupe toutes les collectivités du Puy-de-Dôme et du nord de la Haute-Loire chargées de l'élimination des déchets ménagers.

Le VALTOM exploite l'ISDND de Puy-Long sur les communes de Clermont-Ferrand. L'arrêté préfectoral n°13/02155 du 31 octobre 2013 a autorisé le VALTOM à exploiter deux casiers de stockage d'une capacité de stockage globale de 1 060 000 m³ pour une durée de vie de 13 ans.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- ouverture du casier 3
- action nationale 2022 caractérisation des déchets acceptés en ISDND
- suites de l'inspection du 27/07/2022

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 7.5.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	1 mois
11	Vidéosurveillance sur les ISDND	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
12	Travaux non déclarés entre les casiers 1 et 2 (constitution d'une BSA)	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 19 et 20	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Ouverture Casier 3	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20-III	/	Sans objet
2	Ouverture du casier amiante	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20-III	Susceptible de suites	Sans objet
6	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 3.2.5	/	Sans objet
7	Suivi des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 9.2.5.1	/	Sans objet
13	Déchets autorisés à être stockés sur site	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Rétention	Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 7.4.1.	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
5	Gestion des éventuelles nuisances olfactives	Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 3.1.3	/	Sans objet
8	Conditions de l'élimination – Caractérisation	Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3	/	Sans objet
9	Conditions de l'élimination – Caractérisation	Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3	/	Sans objet
10	Conditions de l'élimination – Justificatifs	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-48-4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence les non-conformités suivantes :

- Travaux d'extension de la barrière de sécurité active entre les casiers 1 et 2 de la zone 3 : il n'est pas acceptable que des travaux d'extension de la barrière de sécurité active puissent être menés sans en avoir informé préalablement le Préfet, conformément à l'article 1.6.1. de l'arrêté préfectoral du n°13/02155 du 31 octobre 2013, ni avoir justifié du respect des dispositions prévues à l'article 19 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 portant notamment sur les contrôles à réaliser lors de la pose d'une géomembrane en fond de casier d'une ISDND. Un dossier de porter-à-connaissance doit être transmis dans les meilleurs délais, et au maximum dans un délai d'un mois, à la préfecture du Puy-de-Dôme ;
- Matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie : plusieurs actions correctives demandées lors de l'inspection du 27 juillet 2022 n'avaient pas encore été mises en oeuvre.

Concernant l'ouverture du casier 3, le dossier technique établi en application des dispositions de l'article 20-I de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 doit être complété avec les éléments détaillés dans ce rapport avant que le VALTOM soit autorisé à mettre en exploitation ce casier.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20-III
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle préalable à la mise en service
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Avant tout dépôt de déchets dans un nouveau casier, le préfet fait procéder par l'inspection des installations classées à une visite du site afin de s'assurer de la fiabilité du dossier établi par l'organisme tiers. L'admission des déchets dans le casier ne peut débuter que si le rapport conclut positivement sur la base des vérifications précitées.</p> <p>Constats : Cf. annexe dédiée pour le détail des contrôles effectués.</p> <p>Le VALTOM a indiqué que la mise en exploitation du casier devraient intervenir vers la fin du premier semestre 2023.</p> <p>Sur la base des constats relevés le jour de la visite et du dossier transmis les 30 novembre 2022, 13 et 14 décembre 2022, il apparaît que le dossier technique établi en application des dispositions de l'article 20-I de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 doit être complété avec les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Plan d'assurance qualité ; le PAQ de la BSA est manquant. Il convient également de préciser les procédures de réception et les modalités d'archivage des documents afin d'assurer la traçabilité ; - Plan de recolement du casier terminé (annexe 21) à compléter pour faire apparaître la surface du fond de forme des sous-casiers ; - Justifier le fait que la cote du point bas a finalement été terrassé à une cote inférieure à celle prévue ; - Bêches d'ancrage de la BSP à décrire dans le dossier et préciser pourquoi une seule bêche a été réalisée (contrairement à ce qui a été prévu dans le dossier de porter-à-connaissance relatif aux travaux de construction du casier 3) ; - Préciser dans le dossier la date de l'inspection visuelle de la surface de pose de la BSA laquelle doit prévenir tout défaut qui pourrait favoriser des écoulements préférentiels (cette inspection visuelle est complémentaire à la réception réalisée à la fin de la réalisation de la barrière passive) ; - Certification ASQAL des intervenants de la société H2O : d'après l'annexe 15 bis, la certification ASQAL pour certains intervenants était périmée (Cf. p36 et 38 de l'annexe 15 bis) - Etablir une procédure de gestion des eaux de ruissellement du casier 3 laquelle devra intégrer également la gestion des éventuels eaux non-conformes provenant du casier d'amiante. <p>Ces éléments doivent être transmis à l'inspection afin que le VALTOM puisse être autorisé à mettre en exploitation le casier 3.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Ouverture du casier amiante

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20-III
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle préalable à la mise en service
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 27/07/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Avant tout dépôt de déchets dans un nouveau casier, le préfet fait procéder par l'inspection des installations classées à une visite du site afin de s'assurer de la fiabilité du dossier établi par l'organisme tiers. L'admission des déchets dans le casier ne peut débuter que si le rapport conclut positivement sur la base des vérifications précitées.
Constats : Les demandes formulées dans le cadre de l'inspection du 27/07/2022 ayant trait à l'ouverture du casier amiante sont toujours en attente de retour de la part du VALTOM.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 27/07/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 30/11/2022
Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.
Constats : Lors de l'inspection du 27 juillet 2022, il avait été demandé à l'exploitant de : - fournir, sous 3 mois, un PV confirmant le débit de la borne incendie conformément aux prescriptions de l'article 7.5.3 de l'AP du 31/10/2013 (débit de 500 litres par minute à une pression dynamique supérieure à 1 bar pendant plus de deux heures) ; ==> Le PV de contrôle de la société DESAUTEL daté du 28/11/2022 a été remis en séance. Il indique un début de 80 m3/h et une pression dynamique de 8 bars au débit nominal. - procéder sous 3 mois au curage des bassins EP, sachant que l'article 4.2.3 prévoit un curage régulier de ces bassins et à une fréquence a minima quinquennal) et s'assurer que ceux-ci disposent du volume minimum requis par l'AP (1100 m3 dans le bassin EP Sud Ouest et 400 m3 dans le bassin EP Nord Ouest) et mettre en place un marquage visuel permettant de s'assurer rapidement que le niveau requis est respecté. Une organisation permettant de s'assurer, en tout temps, que ceux-ci disposent du volume minimum requis par l'arrêté est mise en place. Dans le même délai, il convient de confirmer, et le cas échéant rétablir, l'accès au bassin de 1100 m3 aux engins d'intervention ; ==> Le bassin Nord côté lixiviât a été curé le 28 novembre. Le marquage à 400 m3 n'est pas utile car l'évacuation basse est positionnée pour assurer ce volume minimal. ==> Le bassin Sud n'a pas encore été curé. La non-conformité est maintenue (délai supplémentaire d'1 mois). Sa limite basse est à 3000 m3 mais ce volume n'est jamais atteint dans ce bassin. VEOLIA

va modifier ce bassin pour réduire son volume à 400m³ et augmenter celui du bassin Nord à 1100 m³. Les travaux sont en cours avec mise en place d'un nouveau jeu de vanne pour le bassin Nord. Ils seront achevés pour janvier 2023. L'accès au bassin Sud a par ailleurs été rétabli (broyage mécanique de la végétation).

==> Le niveau des bassins seront contrôlés par VEOLIA lors des rondes lixiviats. **L'inspection demande que ce point de contrôle doit ajouter à la liste des points prévus dans le cadre des rondes.**

L'inspection demande qu'un dossier de porter à connaissance soit transmis sous 1 mois au préfet concernant la modification des capacités des réserves d'eau en cas d'incendie avec l'ensemble des éléments d'appréciation.

- contrôler l'étanchéité des bassins (Cf. 4.3.2.3 de l'AP) et procéder le cas échéant à leur mise en conformité;

==> l'étanchéité du bassin Sud sera vérifié après curage .

==> l'étanchéité du bassin Nord doit faire l'objet de 2 réparations.

La non-conformité est maintenue (délai supplémentaire d'1 mois).

- remettre les colonnes d'aspiration en état sous 3 mois et les rendre conformes aux dispositions de l'AP (raccord tournant muni d'une réduction amovible de diamètre de 100 millimètres à 65 millimètres). Un essai de leur fonctionnement doit être réalisé et le CR transmis à l'inspection ;

==> Les colonnes n'ont pas encore été remise en état. L'inspection a par ailleurs montré que la colonne d'aspiration était trop courte pour être opérationnelle au niveau du bassin Sud. **La non-conformité est maintenue sur ce point (délai supplémentaire d'1 mois).**

==> VEOLIA s'est par ailleurs engagé à vérifier leur fonctionnement avec le SDIS dans le cadre de la mise à jour du plan ETARE à venir.

- procéder, sous 3 mois, au nettoyage du bassin de 480 m³ (entre autre, suppression des déchets accumulés et pouvant obstruer tout dispositif de pompage) et mettre en place un marquage visuel permettant de s'assurer rapidement que le niveau requis est respecté.

==> VEOLIA a indiqué que le bassin avait été nettoyé le 4 novembre mais que la végétation s'est à nouveau développé depuis. Un écrémage plus régulier est nécessaire. Au delà du développement de la végétation, l'inspection a également montré la présence de nombreux déchets plastiques dans le bassin, rendant tout pompage impossible. Les constats relevés le 14 décembre 2022 sont in fine similaires à ceux relevés le 27 juillet 2022. **La non-conformité est donc maintenue (délai supplémentaire d'1 mois).**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 7.4.1.

Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 27/07/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 14/09/2022

Prescription contrôlée :

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

<p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires ou de ruissellement.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts, • dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, • dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.
<p>Constats : Suites aux constats relevés lors de l'inspection du 27/07/2022, le VALTOM a indiqué par message électronique en date du 27/09/2022 qu'une commande bac avait été effectuée et mise en place après l'inspection.</p> <p>L'inspection du 14/12/2022 n'a pas mis en évidence de défaut de rétention.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 5 : Gestion des éventuelles nuisances olfactives

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 3.1.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Bilan 2021 et 2022</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.</p> <p>Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions d'anaérobiose dans des bassins de stockage ou de traitement ou dans des canaux à ciel ouvert. Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues susceptibles d'émettre des odeurs sont couverts autant que possible et si besoin ventilés.</p> <p>L'exploitation est menée de manière à limiter autant que faire se peut les dégagements d'odeurs. L'exploitant met notamment en place à cet effet un dispositif de filtre en charbon actif ou tout dispositif équivalent sur les têtes de puits de captage du biogaz non raccordés au réseau ainsi que sur les puits de collecte des lixiviats.</p>
<p>Constats : Lors de l'inspection du 27 juillet 2022, les observations suivantes ont été formulées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Indiquer sous 1 mois, les mesures prises pour améliorer la coordination entre les intervenants en cas de travaux impliquant le réseau biogaz : VEOLIA explique que les intervenants biogaz doivent désormais indiquer sur un registre d'entrée lorsqu'ils prévoient une coupure du réseau biogaz. En cas de coupure du réseau, VEOLIA fait un contrôle supplémentaire autour du site. <p>L'inspection recommande au VALTOM de renforcer ces dispositions en créant une fiche d'intervention "biogaz" dans laquelle sera préciser heure et la zone de coupure concernée. De plus, la communication vis-à-vis des riverains en cas de travaux doit être revue. Les modalités révisées sont à transmettre sous 1 mois à la préfecture.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Identifier sous 15 jours la source des émissions odorantes ressenties au niveau de l'emplacement de la future WAGABOX et les supprimer sans délais : VEOLIA a indiqué que l'origine avait été identifiée. Il s'agit des collecteurs des lixiviats en partie basse du flan ouest de l'installation. Une cartographie des émissions diffuses étendue à cette zone a été commandée. Une solution est en cours de définition. <p>L'inspection demande au VALTOM de fournir le rapport de la campagne de mesures des émissions diffuses de biogaz avec le plan d'action associé.</p>
<p>Observations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Créer une fiche d'intervention "biogaz" dans laquelle sera préciser heure et zone de coupure concernée ; - Revoir les modalités de communication vis-à-vis des riverains en cas de travaux susceptibles de générés des nuisances olfactives (transmettre les modalités révisées sous 1 mois à la préfecture) ;

- Fournir le rapport de la campagne de mesures des émissions diffuses de biogaz avec le plan d'action associé conformément aux dispositions de l'article 21-IV de l'AM du 15/02/2016.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 3.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites réglementaires
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Concentrations instantanées en mg/Nm3 / Conduits n°1 et 2 / Conduits n°3 et 4 Concentration en O2 de référence / 15,00 % / 11 % Poussières / 150 / - SO2 / 60 / 300 NOX en équivalent NO2 / 190 / - CO / 1200 / 150 COVNM / 50 / -
Constats : Lors de la précédente inspection réalisée en juillet 2022, il avait été demandé à l'exploitant de transmettre le rapport de contrôles des rejets atmosphériques des moteurs de valorisation dès réception. Le rapport n'a pas été transmis. L'exploitant a expliqué que la campagne de mesure des rejets atmosphériques (moteurs et torchères) de janvier 2022 n'avait pas été menée à son terme en raison de la panne de l'analyseur du laboratoire agréé. Une nouvelle intervention a donc été réalisée le 22 novembre 2022. La DREAL réitère sa demande de transmettre sous 1 mois les rapports de contrôles des rejets atmosphériques des moteurs de valorisation et des torchères pour 2022 (campagne de janvier et campagne de novembre).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Suivi des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 9.2.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Evolution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant installe autour du site un réseau de contrôle des eaux souterraines. Ce réseau, constitué d'au moins 3 puits de contrôle dont un amont hydraulique de l'installation et deux à l'aval, doit permettre de définir précisément les conditions hydrogéologiques du site. L'exploitant doit procéder à un contrôle de la qualité et du niveau piézométrique des eaux souterraines à partir des prélèvements effectués dans les piézomètres implantés en périphérie de la zone de stockage de déchets tous les trimestres pendant la phase d'exploitation et au minimum deux fois par an, en périodes de hautes et de basses eaux, pendant la phase de suivi. Les piézomètres sont répartis : 1 à l'amont (F4) et 6 à l'aval (puits INRA / HASKO et puits BARDY d'une part et PZ1 et PZ2 bis définis dans l'arrêté d'autorisation du pôle VERNEA, ainsi qu'un piézomètre à créer au niveau des bassins de stockage des lixiviats, d'autre part) et selon le plan d'ensemble fourni au dossier.

<p>Dans le cas où une dégradation significative de la qualité des eaux souterraines serait observée, l'exploitant, en accord avec l'inspection des installations classées, met en place un plan d'action et de surveillance renforcée. Ce plan comprendra au minimum : - une augmentation du spectre et/ou de la fréquence des analyses réalisées, - le relevé quotidien du bilan hydrique, - la limitation d'accès dans l'installation de stockage des déchets pouvant être à l'origine de ce changement et toute mesure d'exploitation pouvant réduire l'origine de l'évolution constatée. L'exploitant adresse tous les mois à l'inspection des installations classées, un rapport circonstancié sur les observations obtenues en application du plan de surveillance renforcé. Lorsque la cause de l'anomalie est supprimée, le plan de surveillance renforcée peut être arrêté. À défaut, il sera prescrit par arrêté préfectoral complémentaire une actualisation de l'étude hydrogéologique du site et la définition de mesures de confinement ou de traitement des eaux souterraines.</p> <p>Les paramètres mesurés trimestriellement sont les mêmes que ceux recherchés pour le contrôle de la qualité des lixiviats listés à l'article complétés par le niveau piézométrique. Le prélèvement d'échantillons doit être effectué conformément aux normes en vigueur.</p> <p>En cas d'évolution défavorable et significative d'un paramètre mesuré constaté par l'exploitant et l'inspection des installations classées, les analyses périodiques effectuées conformément au programme de surveillance suscité sont renouvelées pour ce qui concerne le paramètre en cause et éventuellement complétées par d'autres.</p> <p>Constats : Lors de l'inspection précédente, il a été demandé au VALTOM de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - confirmer pour 2022 les interprétations du rapport 2021 en apportant des éléments sur le sens d'écoulement des eaux souterraines et les facteurs géologiques pouvant l'influencer (interprétation des niveaux PZ observés depuis 2014, variations saisonnières du sens d'écoulement, présence de faille,...). - analyser l'ensemble des paramètres listés à l'article 4.3.9.1 de l'AP du 31/10/2013 afin de déterminer lesquels sont susceptibles d'être influencés par l'ISDND. Le cas échéant, ceux-ci devaient faire l'objet d'une analyse des tendances par PZ depuis 2014 à l'instar de ce qui a été fait pour l'As. - de positionner l'interprétation par rapport référentiels habituellement utilisés dans le suivi des eaux souterraines (norme de potabilité de l'eau par ex). <p>Ces éléments étant restés sans réponse, ces demandes maintenues sont par conséquent maintenues.</p> <p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>
--

N° 8 : Conditions de l'élimination – Caractérisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3
Thème(s) : Actions nationales 2022, Conditions de l'élimination
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Mise en œuvre effective du contrôle visuel des déchets réceptionnés en ISDND.
Constats : Cf. annexe.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Conditions de l'élimination – Caractérisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3
Thème(s) : Actions nationales 2022, Conditions de l'élimination
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Vérification de la réception des rapports annuels de caractérisation des producteurs de déchets par l'exploitant de l'ISDND. Vérification du contenu des rapports de caractérisation.
Constats : Cf. annexe.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Conditions de l'élimination – Justificatifs

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-48-4
Thème(s) : Actions nationales 2022, Conditions de l'élimination
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Vérification de la réception par les exploitants d'ISDND et d'incinérateur (éliminant des DND) des justificatifs attestant du respect des obligations de tri par les producteurs de déchets.
Constats : Cf. annexe.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Vidéosurveillance sur les ISDND

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1
Thème(s) : Risques chroniques, Vidéosurveillance sur les ISDND
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : II.-L'exploitant d'une installation visée à l'article D. 541-48-4 met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes selon les modalités prévues par les articles suivants. Le traitement de données à caractère personnel mis en œuvre dans le cadre de ce dispositif de contrôle par vidéo a pour finalité le contrôle, par l'exploitant et par l'autorité administrative compétente, du respect des dispositions du chapitre unique du titre VIII du livre Ier, du chapitre Ier du titre IV et du titre Ier du livre V de la partie législative du code de l'environnement et des textes pris pour leur application. Le droit d'accès prévu aux articles 49,105 et 119 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'exerce auprès de l'exploitant de l'installation.
Constats : Le dispositif de contrôle n'a pas été mis en place. Le VALTOM prévoit néanmoins de mettre en place 2 caméras pour avoir un contrôle visuel au débâchage et un contrôle visuel au niveau de l'aire d'exploitation. L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour mettre en place le dispositif dans un délai de 6 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 19 et 20
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles à la pose d'une barrière de sécurité active
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 19 de l'AM du 15/02/2016 : Pour le contrôle de la pose de la géomembrane, l'exploitant fait appel à un organisme tiers indépendant de l'exploitant. Il s'assure que les matériaux mis en place ne présentent pas de défaut de fabrication avant leur installation sur le site et procède à leur contrôle après leur positionnement.</p> <p>Une inspection visuelle de la géomembrane est réalisée et complétée a minima par le contrôle des doubles soudures automatiques à canal central par mise sous pression et par le contrôle des soudures simples.</p> <p>Les contrôles précités sont réalisés par un organisme tiers. L'exploitant met en place une procédure de réception des travaux d'étanchéité. Les résultats des contrôles sont conservés sur le site et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Article 20 de l'AM du 15/02/2016 : I. - Avant le début de l'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux, l'exploitant informe le préfet de la fin des travaux d'aménagement de l'installation par un dossier technique réalisé par un organisme tiers chargé d'établir la conformité de l'installation aux conditions fixées par le présent arrêté et l'arrêté préfectoral d'autorisation notamment l'existence :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de la géomembrane et du dispositif de drainage (article 9) ; - des équipements de collecte et de stockage des lixiviats (article 11) ; - du réseau de contrôle des eaux souterraines (article 13) ; - de plusieurs fossés extérieurs de collecte, des bassins de stockage des eaux de ruissellement et de la procédure permettant de s'assurer de la réalisation d'une analyse avant rejet (article 14) ; - des procédures et équipements permettant de respecter les conditions de l'article 16, du débroussaillage des abords du site (article 33) et du chapitre 4 du titre III (admission des déchets) ; - d'une analyse initiale des eaux souterraines et du relevé topographique prévus à l'article 17 ; - de la procédure de détection de la radioactivité visée à l'article 31. <p>II. - Avant tout dépôt de déchets, le préfet fait procéder par l'inspection des installations classées à une visite du site afin de s'assurer de la fiabilité du dossier établi par l'organisme tiers. L'admission des déchets ne peut débuter que si le rapport conclut positivement sur la base des vérifications précitées.</p> <p>Avant l'exploitation de chaque nouveau casier, l'exploitant informe le préfet de la fin des travaux d'aménagement du casier par un dossier technique réalisé par un organisme tiers chargé d'établir la conformité de l'installation aux conditions fixées par le présent arrêté et l'arrêté préfectoral d'autorisation notamment l'existence :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de la géomembrane et du dispositif de drainage (article 9) ; - des équipements de collecte et de stockage des lixiviats (article 11). <p>III. - Avant tout dépôt de déchets dans un nouveau casier, le préfet fait procéder par l'inspection des installations classées à une visite du site afin de s'assurer de la fiabilité du dossier établi par l'organisme tiers. L'admission des déchets dans le casier ne peut débuter que si le rapport conclut positivement sur la base des vérifications précitées.</p> <p>IV. - Pour chaque nouveau bassin de stockage des lixiviats, l'exploitant fait procéder au contrôle du parfait achèvement des travaux d'aménagement.</p> <p>Le contrôle précité est réalisé par un ou des organismes tiers, indépendants de l'exploitant. Le rapport de contrôle est transmis à l'inspection des installations classées accompagné des commentaires de l'exploitant avant la mise en service du bassin.</p> <p>Article 1.6.1. de l'arrêté préfectoral du n°13/02155 du 31 octobre 2013 modifié - Porter à connaissance</p>

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
<p>Constats : L'inspection du 14 décembre 2022 a constaté la réalisation de travaux, non déclarés préalablement, en cours dans une zone située entre les casiers 1 et 2.</p> <p>Interrogé sur la raison de ces travaux, le VALTOM a indiqué qu'il s'agissait de travaux de liaison de la barrière de sécurité activité entre les casiers 1 et 2. L'inspection a d'ailleurs pu constater des travaux en cours de soudure de géomembrane.</p> <p>En premier lieu, l'absence d'information préalable pour ces travaux constitue une non-conformité au regard des dispositions de l'article 1.6.1. de l'arrêté préfectoral du n°13/02155 du 31 octobre 2013 modifié. De plus, s'agissant de travaux d'extension d'une barrière de sécurité active, il s'agit d'une non-conformité majeure car la réglementation prévoit des contrôles spécifiques, relevant de la compétence du préfet, prévues aux articles 19 et 20 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016.</p> <p>Le VALTOM a indiqué lors de l'inspection qu'aucun déchet n'avait été enfouis au droit de cette zone.</p> <p>Un dossier de porter à connaissance relatif à ces travaux doit être transmis au préfet du Puy-de-Dôme dans les meilleurs délais et en tout état de cause sous 1 mois. Celui-ci devra comprendre l'ensemble des éléments prévus à l'article 19 de l'AM du 15/02/2016. Ils devront permettre au Préfet de réaliser les contrôles prévus à l'article 20 de l'AM du 15/02/2016 avant tout recouvrement de la zone. Il devra préciser les raisons ayant conduit à ces travaux d'extension de la BSA et leurs objectifs. La nature et le devenir des matériaux extraits de la zone devront être précisés et justifiés. L'absence de déchets au droit de cette zone devra également être confirmée et justifiée par comparaison des relevés topographiques antérieurs réalisés au cours des dernières années.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 13 : Déchets autorisés à être stockés sur site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Nature des déchets autorisés
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets autorisés dans une installation de stockage de déchets non dangereux sont les déchets non dangereux ultimes, quelle que soit leur origine, notamment provenant des ménages ou des entreprises.</p>
<p>Constats : L'inspection a montré la présence d'un tas de 10 m3 environ de copeaux de bois sur la zone d'exploitation. VEOLIA a expliqué que ce bois permettait aux engins de pouvoir graver la pente de la zone d'exploitation.</p> <p>Au demeurant, l'exploitant doit expliquer, sous 15 jours, la présence de ce bois sur la zone d'exploitation et justifier de son utilisation. Son stockage doit être clairement délimité par rapport à la zone d'exploitation.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

ISDND de Puy-Long - Ouverture casier 3 zone 5

MODALITÉS PRATIQUES

DEROULEMENT DES TRAVAUX DE REALISATION DU CASIER	
Le dossier technique remis par l'exploitant doit permettre de comprendre l'organisation des travaux et les éventuelles difficultés rencontrées. Pour cela, les documents suivants doivent être présents dans le dossier :	
	Conforme ?
Attestation de conformité ou conclusion sur la conformité par l'organisme tiers	Oui (Attestation de SOCNA SOLS daté du 26/10/2022)
Liste des travaux réalisés	Oui Cf. rapport de chantier partie 3 du dossier
Liste des entreprises intervenantes, de leurs responsabilités (maître d'ouvrage, maître d'œuvre, prestataire de contrôle extérieur...) et missions	Oui Cf. synoptique p14 du dossier
Les événements notables (intempéries – pouvant influencer sur la teneur en eau de l'argile mis éventuellement en œuvre, pannes de machines ...), le cas échéant	Oui Nombre de jours d'intempérie précisé. Pas d'info sur les conséquences pour la mise en œuvre de la BSP mais contrôle de la teneur en eau de la BSP sous PAQ (PV joint en annexe 7) validé par SOCNA SOLS.
Le plan d'assurance qualité couvrant chaque étape de réalisation du casier (constitution de la barrière active). Le plan d'assurance qualité doit identifier les moyens mis en œuvre (réalisation des planches d'essais, points de contrôle...), les procédures de réception et les modalités d'archivage des documents afin d'assurer la traçabilité.	A compléter PAQ de la BSP est fourni en annexe 3. Celui de la BSA est manquant. Il convient également de préciser les procédures de réception et les modalités d'archivage des documents afin d'assurer la traçabilité.

CARACTERISTIQUES DU CASIER (voir Annexe 3)			
S'agissant des caractéristiques générales du casier, plusieurs paramètres sont à contrôler en s'appuyant sur un plan topographique :			
	Valeur de référence (provenant de l'article 8.3.2 de l'AP)	Valeur présente dans le dossier technique (plan topographique)	Conforme ?
Surface du fond de forme	Surfaces indicatives données à l'article 8.3.2 de l'AP Sous-casier 3-1 : 6 100 m ² Sous-casier 3-2 : 8 400 m ²	Les surfaces des sous-casiers ont été communiquées en séance C3-1 : 8610 m ² C3-2 : 5980 m ² Au total, la surface du casier est conforme à 14 590 aux valeurs indicatives de l'AP.	A compléter Le plan de recolement du casier terminé (annexe 21) doit faire apparaître la surface du fond de forme des sous-casiers.
Cotes du fond de forme	356 mNGF	Cote point bas sur plan annexe 18 + 354 mNGF	A compléter Justifier le fait que la cote du point bas a

			finalement été terrassé à une cote inférieure à celle prévue.
Pentes en fond de casier	Le fond de chaque casier est nivelé de manière à permettre un drainage et une collecte efficace des lixiviats. La pente des fonds de forme est de l'ordre de 7,5 % longitudinalement et 2 % en largeur.	Cf. explication p 107 du rapport et annexe 6	Oui Pente selon l'axe Est Ouest un de 5 % environ, plus faible que celle prescrite par l'AP mais Globalement les pentes permettent la récupération des lixiviats aux points les plus bas des sous-casiers

REALISATION ET CONTROLE DE LA BARRIERE DE SECURITE PASSIVE (BSP)		
La mise en œuvre d'argiles et la mesure de perméabilité sont des opérations délicates et techniques. Les exploitants font souvent appel à des professionnels du génie civil qui ne sont pas forcément sensibilisés aux performances de confinement à atteindre.		
Prescriptions réglementaires	Éléments à contrôler dans le dossier technique	Conforme ?
1 – Programme d'échantillonnage et d'analyse pour la vérification de la BSP		
Art 18 (AM ISDND 2016) : L'exploitant spécifie le programme d'échantillonnage et d'analyse nécessaire à la vérification de la barrière de sécurité passive. [...] L'exploitant transmet ce programme à l'inspection des installations classées pour avis, a minima trois mois avant l'engagement de travaux de construction du premier casier. En cas de modification du programme d'échantillonnage et d'analyse , l'exploitant transmet le programme modifié à l'inspection des installations classées pour avis, a minima trois mois avant l'engagement de travaux de construction de chaque casier concerné. Le programme d'échantillonnage et d'analyse est réalisé selon les normes en vigueur. Le début des travaux pour la réalisation de la barrière passive fait l'objet d'une information à l'inspection des installations classées. Pour chaque casier, les résultats des contrôles réalisés conformément aux dispositions des deux alinéas précédents par un organisme tiers de l'exploitant sont transmis au préfet avant la mise en service du casier. Ils sont comparés aux objectifs de dimensionnement retenus par l'exploitant et sont accompagnés des commentaires nécessaires à leur interprétation.		
	Le programme a-t-il été soumis pour avis à l'inspection des installations classées dans le délai réglementaire ?	PAC 3 transmis le 10 mars 2021 et complété en juillet 2021
	Le début des travaux de réalisation de la barrière passive a-t-il fait l'objet d'une information à l'inspection ?	Non
	La mise en œuvre des contrôles est-elle conforme à ce qui a été prévu dans le programme (tiers indépendant responsable des essais ...) ?	A compléter Bêches d'ancrage à décrire à et à préciser pourquoi, contrairement à ce qui a été indiqué dans le dossier de présentation des travaux, une seule bêche a été réalisée .
	Les résultats des contrôles sont-ils accompagnés des commentaires nécessaires à leur interprétation et sont-ils conformes aux	Pas de résultats écartés.

	objectifs de performance fixés (voir plus loin les vérifications à effectuer) ? Les rapports de contrôles référencés sont-ils bien signés par les intervenants ?					
2- Contrôle du coefficient de perméabilité (substrat naturel ou barrière rapportée)						
Art. 8 (AM ISDND 2016) – Constitution de la BSP (fond de casier)	<p>Pour chaque couche concernée, la perméabilité du substrat naturel ou des matériaux rapportés doit être justifiée. Le type d'essai employé doit être considéré au regard de la perméabilité recherchée, et le nombre d'essais réalisés est fonction de la surface du casier (voir les recommandations tirées du rapport BRGM¹, en annexe 2 de la présente fiche).</p> <p>- Nombre d'essais de perméabilité réalisés : 18</p> <p>- Résultats obtenus :</p> <table><tr><td>Type d'essai</td><td>Forage NFX30-424</td></tr><tr><td>Perméabilité mesurée</td><td>K < à 10-9 m/s</td></tr></table>	Type d'essai	Forage NFX30-424	Perméabilité mesurée	K < à 10-9 m/s	<p>Conforme (Cf rapport SOCNA SOLS en annexe 8)</p>
Type d'essai	Forage NFX30-424					
Perméabilité mesurée	K < à 10-9 m/s					
<p>Couche 1 (5 m d'épaisseur, perméabilité inférieure à 1. 10-6 m/s) et Couche 2 (1 m d'épaisseur, perméabilité inférieure à 1. 10-9 m/s)</p> <p>ou</p> <p>Dispositif équivalent défini selon les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation (en l'absence de dispositions spécifiques, on ne déroge pas aux prescriptions de l'AM).</p>						
3- Contrôles spécifiques des flancs de casiers (constitution, stabilité et perméabilité)						
Art. 8 (AM ISDND 2016) - Constitution de la BSP (flancs de casier)						
	<p>Les pentes des flancs du casier réalisées, sont-elles précisées et conformes à celles prescrites dans l'arrêté préfectoral d'autorisation ?</p>					
<p>Les flancs sont dotés d'une couche d'un mètre d'épaisseur minimum, présentant une perméabilité inférieure ou égale à 1 10-9 m/s</p> <p>ou</p> <p>Dispositif équivalent défini selon les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>ATTENTION : conformément à l'AM du 15 février 2016, pour les flancs, l'épaisseur de la barrière ne doit en aucun cas être inférieure à 50 cm et doit être présente jusqu'à au moins 2 m par rapport au fond du casier.</p>	<p>Les perméabilités mesurées sont-elles satisfaisantes au regard des exigences réglementaires ? Ont-elles été réalisées selon les bonnes pratiques en termes de fréquence et de types d'essais ?</p> <p>- Nombre d'essais de perméabilité réalisés : 31</p> <p>- Résultats obtenus :</p> <table><tr><td>Type d'essai</td><td>Forage NFX30-424</td></tr><tr><td>Perméabilité mesurée</td><td>k< 1.10-9 m/s sur 1 m d'épaisseur</td></tr></table>	Type d'essai	Forage NFX30-424	Perméabilité mesurée	k< 1.10-9 m/s sur 1 m d'épaisseur	<p>Conforme (Cf rapport SOCNA SOLS en annexe 8)</p>
Type d'essai	Forage NFX30-424					
Perméabilité mesurée	k< 1.10-9 m/s sur 1 m d'épaisseur					
	<p>L'épaisseur de la BSP a-t-elle bien été caractérisée, et est-elle conforme aux exigences réglementaires (≥ 50 cm pour les flancs) ?</p> <p>Dans le cas d'une barrière rapportée, la hauteur de 2 m par rapport au fond du casier est-elle bien caractérisée ?</p> <p>⇒ A vérifier avec les relevés topographiques du casier avant et après réalisation de la couche à 1 10-9 m/s (1 m avec coef. de perméabilité de 1.10-9 m/s)</p>	<p>Conforme épaisseur toujours > 1 m sur toute la hauteur des talus Cf. annexe 5</p>				

REALISATION ET CONTROLE DE LA BARRIERE DE SECURITE ACTIVE (BSA)		
Prescriptions réglementaires	Éléments à contrôler dans le dossier technique	Conforme ?

1 Rapport BRGM RP-53721-FR de juin 2005 : Recommandations pour la caractérisation de la perméabilité des barrières d'étanchéité des installations de stockage de déchets.

<p>Art 9 (AM ISDND 2016) :</p> <p>I. - Sur le fond et les flancs de chaque casier, est mis en place un dispositif complémentaire assurant l'étanchéité du casier et contribuant au drainage et à la collecte des lixiviats. Ce dispositif est appelé « barrière de sécurité active ». Le dispositif mentionné à l'alinéa précédent est constitué d'une géomembrane résistante aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme. Pour la pose de la géomembrane, l'exploitant fait appel à un poseur certifié dans ce domaine. Si ce revêtement présente des discontinuités, les raccords opérés résistent à l'ensemble des sollicitations citées au deuxième alinéa, dans des conditions normales d'exploitation et de suivi long terme.</p> <p>II. - En fond de casier, le dispositif d'étanchéité est recouvert d'une couche de drainage d'une épaisseur minimale de 50 centimètres, constituée d'un réseau de drains permettant l'évacuation des lixiviats vers un collecteur principal complété d'une structure granulaire artificielle ou naturelle dont la perméabilité est supérieure ou égale à 1.10-4 m/s. Cette couche de drainage résiste aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme. Si, sur la base d'une évaluation des risques pour l'environnement, il est établi que les casiers n'entraînent aucun risque potentiel pour le sol, les eaux souterraines ou les eaux de surface, et l'air ambiant, les exigences mentionnées à l'alinéa précédent peuvent être adaptées en conséquence par arrêté préfectoral.</p> <p>III. - Un géotextile antipoinçonnant est intercalé entre la géomembrane et le matériau constitutif de la couche de drainage si celle-ci présente un risque d'endommagement de la géomembrane. Sur les flancs du casier, le dispositif d'étanchéité est recouvert de géotextile de protection ou de tout dispositif équivalent sur toute sa hauteur. Ce dispositif est résistant aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme.</p>	<p>1- Qualité du support avant la pose de la géomembrane Avant la mise en place de la géomembrane, la surface de pose a-t-elle été inspectée visuellement, afin de prévenir tout défaut qui pourrait favoriser des écoulements préférentiels (complémentaire à la réception réalisée à la fin de la réalisation de la barrière passive) ?</p>	<p>A compléter Date à préciser dans le rapport</p>
	<p>2- Qualité et contrôle de la géomembrane/géotextile et de leur pose À noter que la plupart des défauts qui apparaissent sur les géomembranes sont dus aux granulats du système de drainage. Si l'AM ISDND de 2016 précise que ce dispositif n'est obligatoire, que si la couche de drainage présente un risque d'endommagement de la géomembrane, dans les faits les matériaux employés (matériaux roulés ou concassés) ont généralement cet inconvénient.</p>	
	<p>Une fiche technique des géomembranes mises en place est-elle fournie, et les caractéristiques qui y sont présentées sont-elles conformes avec les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation ?</p>	<p>Oui (Cf DOE GETECH joints en annexe 15 et 15b)</p>
	<p>Une vérification de l'état visuel des géomembranes a-t-elle été effectuée au moment de leur réception ?</p>	<p>Oui Livraison validée le 04 mai 2021</p>
	<p>Pour chaque poseur étant intervenu, une accréditation ASQUAL (certification qualité) est-elle fournie ?</p>	<p>A compléter certains poseurs H20 avaient une certification ASQUAL périmée (Cf. p36 et 38 de l'annexe 15 bis)</p>
	<p>Une protection de la géomembrane par un géotextile résistant aux poinçonnements est-elle prévue ?</p>	<p>Oui GSB en renforcement de la barrière passive</p>
	<p>En cas d'utilisation d'un géotextile résistant aux poinçonnements, les caractéristiques de ce dernier sont-elles, le cas échéant, conformes à celle prescrites dans l'arrêté préfectoral d'autorisation ? ⇒ <i>Le géotextile présent sur les flancs doit avoir fait l'objet d'un ancrage en haut du talus.</i></p>	<p>Sans objet</p>
	<p>Des contrôles après pose de la géomembrane ont-ils été effectués par un tiers indépendant, permettant l'identification des défauts et leur correction dans les règles de l'art, le cas échéant ?</p>	<p>Oui par SOCNA SOLS (Cf. Annexes 19)</p>
	<p>L'ancrage de la géomembrane en haut de talus est-il décrit ? Il doit être réalisé par enfouissement de la géomembrane dans une tranchée d'ancrage.</p>	<p>Oui Cf Annexes 19</p>
	<p>3- Réalisation des soudures et contrôle de leur étanchéité.</p>	

	Les soudeurs qui sont intervenus possèdent-ils bien une certification ASQUAL nominative pour la soudure de géomembranes ?	A compléter certains poseurs H2O avaient une certification ASQUAL périmée (Cf. p36 et 38 de l'annexe 15 bis)
	Sur les flancs, les soudures ont-elles bien toutes été réalisées de façon parallèle à la pente ?	Oui, Cf annexe 16
	Toutes les soudures ont-elles bien fait l'objet d'un contrôle interne (personnel de l'entreprise de pose de la géomembrane, ex : soudeurs) ?	Oui, Cf annexe 15 et 15 bis
	Au moins 30 % des soudures ont-elles bien fait l'objet d'un contrôle extérieur (par un tiers indépendant) ?	100 % des soudures automatiques et des extrusions.
	Les méthodes de contrôle employées sont-elles bien conformes aux normes en vigueur ?	Oui
	Les soudures contrôlées sont-elles repérables sur le plan de récolement ?	Oui Contrôle effectué par H2O (annexe 15 bis avec référence) + 2nd contrôle par SOCNA (annexe 19 pour le canyon) A vérifier pour le fond et flanc du c3
	<u>4- Dispositif de drainage des lixiviats.</u>	
	L'épaisseur de la couche drainante est-elle bien caractérisée (sur la base d'un relevé topographique après mise en œuvre) ?	Oui Cf. annexe 17
	Est-elle conforme à la valeur attendue (au moins 50 cm (prescription générale de l'AM ISDND 2016) ou valeur d'équivalence prescrite par l'arrêté préfectoral d'autorisation ?	Oui Cf. annexe 17
	La granulométrie de la couche drainante est-elle précisée ?	Oui p88 du dossier technique
COLLECTE ET STOCKAGE DES LIXIVIATS		
1 - Dispositif de collecte des lixiviats		
Prescriptions réglementaires	Éléments à contrôler dans le dossier	Conforme ?

	technique	
<p>Art 11 (AM ISDND 2016) :</p> <p>I. - L'installation est équipée d'un dispositif de collecte et de traitement des lixiviats de manière à prévenir la pollution des eaux superficielles et souterraines.</p> <p>Le fond de chaque casier est équipé d'un réseau de collecte gravitaire des lixiviats vers un puisard disposé en point bas.</p> <p>En cas d'impossibilité technique d'évacuation gravitaire, les lixiviats sont pompés puis rejetés dans le bassin de stockage de lixiviats. Dans ce cas, chaque système de collecte des lixiviats est équipé des dispositifs nécessaires au contrôle du bon fonctionnement des équipements de collecte et de pompage et de leur efficacité pendant la période d'exploitation et de suivi long terme.</p> <p>Pour les casiers en sortie gravitaire, le collecteur alimentant le ou les bassins de stockage des lixiviats est muni d'une vanne d'obturation.</p> <p>Le dispositif de collecte des lixiviats est conçu de manière à ce que la hauteur maximale de lixiviats au point bas du fond de chaque casier n'excède pas de préférence 30 centimètres au-dessus de la géomembrane mentionnée à l'article 9, sans toutefois pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante. Ce niveau doit pouvoir être contrôlé.</p> <p>Le risque de pollution des sols en cas de rupture de tout élément du réseau de collecte des lixiviats implanté à l'extérieur des casiers est pris en compte selon des modalités définies dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>	<p>La configuration des drains doit être présentée sur un plan et les caractéristiques techniques des drains utilisés doivent être précisées et comparées à celles prescrites dans l'AM de 2016, le cas échéant, dans l'arrêté préfectoral d'autorisation (matière, diamètre, résistance au tassement...)</p>	Oui Cf. Plan de récolement en annexe 18 + fiche technique jointe en annexe 10
	Le réseau de drains en fond de casier est-il décrit ?	Oui descriptif p111 du rapport de travaux
	Est-il possible de contrôler l'absence de bouchage des drains mis en place ?	Drain mis dans l'axe pourra être débouchage au besoin.
	Si un drain traverse la BSA, les points de passage sont-ils décrits (emplacement, soudures mises en œuvre, contrôles réalisés) ?	Oui descriptif p111 du rapport de travaux
	Est-ce que le puisard est situé au point bas du casier/alvéole ?	Oui au point bas de chaque alvéole
	En cas de collecte gravitaire :	
	Le collecteur alimentant le(s) bassin(s) de stockage est-il bien muni d'une vanne d'obturation ?	Oui en bas du casier 3 (Cf. annexe 18)
	Le niveau des lixiviats au point bas du casier est-il contrôlable (l'équipement doit être décrit) ?	Oui
	En cas de pompage des lixiviats en fond de casier :	
	La conception du point de relevage est-elle précisée ?	Sans objet
	La capacité de la pompe est-elle donnée et cette capacité est-elle cohérente avec la charge hydraulique maximum admise en fond de casier ?	Sans objet
	Existe-il un dispositif de contrôle du bon fonctionnement des équipements de pompage ?	Sans objet
	Les puisards et autres points singuliers sont-ils décrits (coupes schématisées...) ?	Sans objet
2 - Stockage des lixiviats		
Art 11 (AM ISDND 2016) :		
II. - Les bassins de stockage de lixiviats sont étanches et résistants aux	La configuration des bassins de stockage des	

substances contenues dans les lixiviats. Leurs dispositifs d'étanchéité sont constitués, du haut vers le bas, d'une géomembrane et d'une barrière d'étanchéité passive présentant une perméabilité égale ou inférieure ou égale à 1.10^{-9} m/s sur une épaisseur d'au moins 50 centimètres ou tout système équivalent. Leurs capacités minimales correspondent à la quantité de lixiviats produite en quinze jours en période de pluviométrie décennale maximale qui pourra être adaptée au territoire.	lixiviats doit être présentée sur un plan et les caractéristiques techniques des bassins doivent être précisées et comparées à celles prescrites dans l'AM de 2016, le cas échéant, dans l'arrêté préfectoral d'autorisation. (matière, perméabilité, volume, équipements...).	Bassin de stockage de lixiviats restants
Le bassin de stockage des lixiviats est équipé des dispositifs dédiés nécessaires au relevage des lixiviats. Cette capacité intègre un volume de réserve qui n'est utilisé qu'en cas d'aléa.	Il est possible qu'un ou plusieurs bassins de stockage soient déjà existants sur site.	
Un repère visible en permanence positionné en paroi interne du bassin matérialise le volume de réserve.	Les bassins ont-ils été conçus ?	Sans objet
La zone des bassins de stockage des lixiviats est équipée d'une clôture sur tout son périmètre.	Le dispositif d'étanchéité respecte-t-il les dispositions de l'AM en termes de matériaux employés et d'étanchéité ?	Sans objet
L'exploitant positionne à proximité immédiate du bassin les dispositifs et équipements suivants :	Les volumes des bassins sont-ils suffisants au regard des dispositions de l'AM ISDND 2016 ?	Sans objet
<ul style="list-style-type: none"> - une bouée ; - une échelle par bassin ; - une signalisation rappelant les risques et les équipements de sécurité obligatoires. 	Les bassins disposent-ils de l'intégralité des équipements exigés par l'AM ISDND 2016 ?	Sans objet
Le bassin de stockage de lixiviats est équipé d'un dispositif permettant d'arrêter l'alimentation en lixiviat pour prévenir tout débordement.		

L'inspection terrain a permis de constater l'achèvement des travaux.



fond de forme du casier 3



Conclusions :

Le VALTOM a indiqué que la mise en exploitation du casier devraient intervenir vers la fin du premier semestre 2023.

Sur la base des constats relevés le jour de la visite et du dossier transmis les 30 novembre 2022, 13 et 14 décembre 2022, il apparaît que le dossier technique établi en application des dispositions de l'article 20-I de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 doit être complété avec les éléments suivants :

- Plan d'assurance qualité ; le PAQ de la BSA est manquant. Il convient également de préciser les procédures de réception et les modalités d'archivage des documents afin d'assurer la traçabilité ;
- Plan de recollement du casier terminé (annexe 21) à compléter pour faire apparaître la surface du fond de forme des sous-casiers ;
- Justifier le fait que la cote du point bas a finalement été terrassé à une cote inférieure à celle prévue ;
- Bêches d'ancrage de la BSP à décrire dans le dossier et préciser pourquoi une seule bêche a été réalisée (contrairement à ce qui a été prévu dans le dossier de porter-à-connaissance relatif aux travaux de construction du casier 3) ;
- Préciser dans le dossier la date de l'inspection visuelle de la surface de pose de la BSA laquelle doit prévenir tout défaut qui pourrait favoriser des écoulements préférentiels (cette inspection visuelle est complémentaire à la réception réalisée à la fin de la réalisation de la barrière passive) ;
- Certification ASQAL des intervenants de la société H2O : d'après l'annexe 15 bis, la certification ASQAL pour certains intervenants était périmée (Cf. p36 et 38 de l'annexe 15 bis)
- Etablir une procédure de gestion des eaux de ruissellement du casier 3 laquelle devra intégrer également la gestion des éventuelles eaux non-conformes provenant du casier d'amiante.

Ces éléments doivent être transmis à l'inspection afin que le VALTOM puisse être autorisé à mettre en exploitation le casier 3.

Annexe IV - Questionnaire

Canevas d'inspection relatif aux conditions de l'élimination	
Chapitre 1 : Identification de l'établissement, généralités	
<p>Nom de l'établissement : ISDND de Puy-Long</p> <p>N° GUNenv : 00056.01635</p> <p>Adresse exacte : chemin de Puy-Long 63000 Clermont-Ferrand</p> <p>Régime ICPE : <input checked="" type="checkbox"/> Autorisation <input type="checkbox"/> Enregistrement <input type="checkbox"/> Déclaration <input type="checkbox"/> Non ICPE</p> <p>Rubrique(s) ICPE du site ou activité principale : 2760</p> <p>Date de l'inspection : 28/09/2022</p> <p>Nom de l'/des inspecteur(s) : Samuel LOISON</p> <p>Nom des personnes rencontrées (contact) : Mme Céline PINEAU (cpinaud@valtom63.fr) - VALTOM - Responsable valorisation traitement, M. Ivan GREFFET (igreffet@valtom63.fr)- VALTOM - Technicien valorisation traitement - M. Sébastien RIGAL, VEOLIA, directeur opérationnel (sebastien.rigal@veolia.com) - M. Guillaume MOREAU, VEOLIA, responsable exploitation du site (guillaume.moreau@veolia.com)</p>	
Chapitre 2 : Contrôle de l'interdiction de la mise en décharge des déchets non dangereux valorisable (en ISDND seulement)	
a) Contrôle mis en œuvre par l'exploitant de l'installation :	
<p><u>Comment l'exploitant procède-t-il au contrôle visuel des déchets réceptionnés dans son installation ? Où procède-t-il au contrôle visuel (à l'entrée de son installation, lors du déchargement etc...) ?</u></p> <p> <input checked="" type="checkbox"/> A l'œil <input type="checkbox"/> Par vidéo-surveillance <input type="checkbox"/> Autre : </p> <p><u>Où procède-t-il au contrôle visuel ?</u></p> <p> <input checked="" type="checkbox"/> A l'entrée de l'installation (pré contrôle) <input checked="" type="checkbox"/> Lors du déchargement <input type="checkbox"/> Autre : </p> <p><u>L'exploitant a-t-il procédé à la caractérisation ponctuelle de certaines bennes lorsqu'il doutait du respect des seuils définis au I du R.541-48-3 ?</u></p> <p> <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non </p> <p><u>Si oui, quelle forme prend le protocole ?</u></p> <p>Caractérisation visuelle après déchargement sur casier pour tous les producteurs en essayant de respecter une fréquence 1 fois par an.</p> <p>Caractérisation visuelle avec photo partagée avec le VALTOM.</p>	

Obj: recherche des déchets non ultimes ou dangereux / respect de la FIP

☐ Similaire à celui présenté sur le site du ministère
 ☐ Similaire au protocole mis en place par son client pour la caractérisation annuelle
 ☐ Un autre protocole (**conservez un exemplaire**)

b) Contrôle de la réception des rapports de caractérisation annuels des producteurs par l'exploitant :

Dans quelles proportions l'exploitant a-t-il réceptionné les rapports de caractérisation relatifs aux déchets réceptionnés ?

☒ 0 % ☐ 25 % ☐ 50 % ☐ 75 % ☐ 100 % ☐ Si vous disposez de la proportion exacte précisez :

d) Transmission et réalisation des rapports de caractérisation annuels remis à l'exploitant :

Comment les rapports sont-ils remis à l'exploitant de l'ISDND ?

☐ Directement par le producteur initial ☐ Indirectement par un détenteur intermédiaire
☐ Par voie électronique ☐ Au format papier

Commentaire :

Qui réalise les caractérisations annuelles ? Est-ce qu'une démarche généralisée paraît ressortir ?

☐ Les producteurs initiaux ☐ Des laboratoires
☐ Un détenteur intermédiaire (précisez lequel) : ☐ L'exploitant de l'ISDND
☐ Par voie électronique ☐ Au format papier

Commentaire :

Quelle forme prend le contenu de ces rapports si une tendance générale se dégage ?

☐ Similaire à celui présenté sur le site du ministère
 ☐ Similaire au protocole mis en place par son client pour la caractérisation annuelle
 ☐ Autre protocole mis en place (**Conservez le meilleur et le pire exemplaire**)

Précisions, en l'absence de tendance générale :

Si des protocoles différents ont été mis en place, les caractérisations paraissent-elles représentatives des déchets apportés en ISDND ?

☐ Oui

☐ Non

Si des protocoles différents ont été mis en place, comment les contenants caractérisés sont-ils caractérisés ? Indiquez la tendance générale observée

☐ Caractérisation de l'ensemble du contenant

☐ Caractérisation de plusieurs échantillons du contenant

☐ Caractérisation d'un échantillon réalisé à partir de plusieurs prélèvements

☐ Autre, précisez :

Si des protocoles différents ont été mis en place, dans quelle proportion les caractérisations permettent-elles de vérifier le respect des seuils définis au I de l'article R.541-48-3 ?

☐ 0%

☐ 25%

☐ 50 %

☐ 75 %

☐ 100 %

☐ Si vous disposez de la proportion exacte précisez

Précisez les difficultés remontées par les exploitants et les points que vous jugez bloquants pour contrôler le respect de cette nouvelle obligation. Inversement, précisez les points qui paraissent bien fonctionner.

Le VALTOM n'a reçu aucun rapport de caractérisation. Les exigences du VALTOM en termes de % de déchets non ultimes sont plus contraignants que ceux de la réglementation actuelle :

- 5 % maximum en volume pour les déchets valorisables en matières premières secondaires (bois, papiers, cartons, métaux...) ;
- 5 % maximum en volume pour les gravats ;
- 5 % maximum en volume pour les déchets d'ameublement.
- 0 % pour tous les autres types de déchets.

Les % fixés par le VALTOM sont exprimés en volume car la caractérisation massique est trop difficile à mettre en œuvre par les apporteurs (complexe et onéreux). Le contrôle visuel ne permet de toute façon pas de vérifier le % massique.

Le VALTOM souligne que ces obligations incombent aux apporteurs et ne doivent pas être reportées sur les exploitants d'ISDND. Dans ce cadre, le VALTOM propose qu'une communication soit organisée envers les producteurs pour les sensibiliser à cette évolution réglementaire récente.

Depuis les inspections réalisées sur les ISDND de Saint-Sauve et Ambert, le VALTOM demande le rapport de caractérisation comme un élément nécessaire à l'établissement du dossier d'acceptation. Cependant, aucun rapport de caractérisation n'a été reçu à ce jour.

Chapitre 3 : Contrôle de la justification du respect des obligations de tri (en ISDND et incinérateur ne faisant pas de valorisation)

Dans quelle proportion l'exploitant a-t-il réceptionné les justificatifs des producteurs relatifs à leurs déchets admis ?

<input type="checkbox"/> 0%	<input type="checkbox"/> 25%	<input type="checkbox"/> 50 %	<input type="checkbox"/> 75 %	<input checked="" type="checkbox"/> 100 %	<input type="checkbox"/> Si vous disposez de la proportion exacte précisez :
-----------------------------	------------------------------	-------------------------------	-------------------------------	---	--

Comment les justificatifs sont-ils remis à l'exploitant de l'ISDND ?

<input checked="" type="checkbox"/> Directement par le producteur initial	<input checked="" type="checkbox"/> Indirectement par un détenteur intermédiaire
<input checked="" type="checkbox"/> Par voie électronique	<input type="checkbox"/> Au format papier

Commentaire : La convention établie par le VALTOM est annexée à la Fiche d'Information Préalable. Elle est nécessairement signée avant le 1^{er} apport.

La convention se présente sous la forme d'une déclaration sur l'honneur. Le modèle est identique pour chaque apporteur.

Les justificatifs réceptionnés par l'exploitant sont-ils semblables à ceux présentés sur le site du ministère ou sont-ils différents ? Dans quelles proportions ?

<input type="checkbox"/> Similaire à ceux présentés sur le site du ministère	<input type="checkbox"/> Autre justificatif mis en place (Conservez le meilleur et le pire exemplaire)
--	---

La convention du VALTOM n'est pas aussi détaillée et elle ne diffère pas selon les apporteurs couverts par un SPL et les autres.

Précisions, en l'absence de tendance générale :

Suite aux inspections de Saint-Sauve et Ambert, la convention a été modifiée pour intégrer le modèle ministériel.

Comment procèdent les producteurs responsables de plusieurs établissements (maîtres d'ouvrages à la tête de plusieurs chantiers, collectivités avec plusieurs déchetteries) ?

<input type="checkbox"/> Ils réalisent un justificatif par établissement	<input type="checkbox"/> Ils réalisent un justificatif global précisant les particularités de leurs établissements
<input checked="" type="checkbox"/> Ils réalisent un justificatif global sans donner de précisions sur leurs différents établissements	<input type="checkbox"/> Autre, précisez :

Quels sont les documents mentionnés par les producteurs initiaux dans leurs justificatifs permettant de démontrer le respect de leurs obligations de tri ?

Pas de justificatifs fournis (attestation sur l'honneur)

Avez-vous eu à contrôler des justificatifs « intermédiaires », réalisés par des détenteurs intermédiaires ? Si oui, conservez un exemplaire.

Non pas de justificatifs fournis

Optionnellement : indiquez si ces documents vous semblent permettre de contrôler le respect de cette nouvelle obligation.

Précisez les difficultés remontées par les exploitants et les points que vous jugez bloquants pour contrôler le respect de cette nouvelle obligation. De même préciser les points qui paraissent bien fonctionner.

Le VALTOM va compléter sa convention pour s'inspirer des modèles présents sur le site du ministère.

Selon le VALTOM, l'obtention des attestations sur l'honneur signée ne devrait pas poser de difficulté mais les justificatifs seront en revanche plus difficiles à obtenir.

A voir comment les producteurs réussiront à appréhender ces nouveaux modèles et à fournir les justificatifs correspondants.

Suites aux inspections des ISDND de Saint-Sauve et Ambert, les FIP ont été modifiées pour intégrer le modèle ministériel. Les premières attestations de tri reçu montrent que les producteurs n'ont pas appréhendé la nouvelle réglementation. Aucun justificatif n'a été fourni pour justifier des opérations de tri préalable.